

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne  
Site de Brive  
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142  
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

**Brive-la-Gaillarde, le 2 février 2026**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCI D'AUCHERES - COUDERT**

3 rue Aristide Maillol  
66420 Le Barcarès

**Références : 2026-02-02 UiD192026-0012r georisques**  
Code AIOT : 0100002395

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2025 dans l'établissement SCI D'AUCHERES - COUDERT implanté PARCELLE OD1129 19300 Rosiers-d'Égletons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCI D'AUCHERES - COUDERT
- PARCELLE OD1129 19300 Rosiers-d'Égletons
- Code AIOT : 0100002395
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Dépôt non autorisé de véhicules hors d'usage, pneumatiques, batteries, huile minérale sur la commune de Rosiers-d'Égletons sur la parcelle OD 1129, propriété de la SCI D'AUCHERES.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Régularisation de la situation administrative	AP de Mise en Demeure du 14/03/2022, article 1	Demande d'action corrective, Astreinte	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Régularisation de la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1	Demande d'action corrective, Astreinte	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suspension d'activité	AP de Mise en Demeure du 14/03/2022, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'appui des constats établis lors de la présente inspection, il est proposé à M. le Préfet un arrêté préfectoral de liquidation d'une astreinte administrative, pour inciter la SCI D'AUCHERES à cesser définitivement cette activité et à régulariser la situation administrative de cette installation dans le délai fixé à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2022 rendant redevable d'une astreinte administrative la SCI D'AUCHERES.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Régularisation de la situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régularisation de la situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> La SCI D'AUCHERES est mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'installation de stockage de déchets et véhicules hors d'usage qu'elle exploite sur la commune de Rosiers d'Egletons, sur la parcelle OD 1129 : <ul style="list-style-type: none"> <li>en procédant à l'élimination de tous les déchets et véhicules hors d'usage déposés illégalement sur le site vers des filières autorisées et adaptées. Délai maximal : 2 mois.</li> <li>en procédant à la remise en état du site conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-25 du Code de l'environnement. Délai maximal : 2 mois.</li> </ul> Les délais précités courent à compter de la date de notification du présent arrêté à l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'accès au site était impossible car le portail était fermé mais il a été possible de constater, de l'extérieur du site, le dépôt illégal de véhicules terrestres hors d'usage sur une surface supérieure à 100 m <sup>2</sup> (voir photos en annexe).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 2 : Suspension d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/03/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Suspension d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, l'activité de stockage de déchets et véhicules hors d'usage est suspendue sans délai. Tout nouvel apport de déchets sur le site est interdit sans délai.
<b>Constats :</b> L'accès au site était impossible car le portail était fermé mais il a été possible de constater, de l'extérieur du site, que l'activité de stockage de nouveaux déchets et de VHU semble suspendue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Régularisation de la situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Régularisation de la situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> La SCI D'AUCHERES, sise sur le territoire de la commune de Rosiers d'Egletons est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 100 euros (cents euros) jusqu'à satisfaction des dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 mars 2022 relatif à son installation de stockage de déchets et véhicules hors d'usage non autorisée : - en procédant à l'élimination, sur parcelle OD 1129, de tous les déchets et véhicules hors d'usages déposés illégalement sur le site vers des filières autorisées et adaptées, puis à la remise en état du site conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-25 du Code de l'environnement. Il est sursis à exécution de l'astreinte jusqu'au 29 décembre 2022. Lorsque la mise en conformité est réalisée pendant cette période, aucun recouvrement ne pourra être opéré. Dans le cas contraire, le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.
<b>Constats :</b> L'accès au site était impossible car le portail était fermé mais il a été possible de constater, de l'extérieur du site, le dépôt illégal de véhicules terrestres hors d'usage sur une surface supérieure à 100 m².
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



Annexe : planches photographiques

